

DIEU DANGEREUX

L'AFFIRMATION que l'unité nationale est un dieu dangereux est du *Halifax Chronicle* que reproduit la *Gazette* du 28 août. En se plaçant à un point de vue strictement objectif, et abstraction faite du problème canadien-français, l'article explique la nécessité en notre pays du régionalisme.

«...Mais l'unité nationale est un dieu que les Canadiens n'adoreraient pas sans danger. Car donner à ce terme un sens absolu, embrassant les domaines social, culturel et économique, serait une sottise de la pire espèce. L'unité nationale deviendrait alors bientôt une simple version canadienne du national-socialisme. Un peu de bisbille interprovinciale n'est pas mauvaise du tout. Parler de sécession n'est pas essentiellement dangereux. Un langage différent à Halifax et à Victoria n'est point l'annonce d'un désastre national. La force de l'Angleterre réside dans son provincialisme. L'habitant de Kent regarde avec mépris celui de Durham ou d'York. Ils sont bien anglais l'un et l'autre, mais chacun cultive à fond son provincialisme particulier. Ce fut aussi la force de l'Allemagne d'autrefois. Un grand nombre d'excellentes choses en art, en littérature, en philosophie et en sciences proviennent des duchés, royaumes et principautés qui constituent aujourd'hui l'Allemagne. Mais lorsque la partie fut subordonnée au tout, le fléau du militarisme les remplaça. Le Canada peut devenir grand. Mais prétendre l'y forcer en faisant marcher tout le monde au pas, tenir le même langage, penser les mêmes pensées, manger la même nourriture, n'aboutirait qu'à une grandeur matérielle et passagère.»

ET AUX ÉTATS-UNIS ?

VOICI UNE INFORMATION, empruntée à la *Gazette* de Montréal, qui va étonner douloureusement les admirateurs faciles de tout ce qui est étatsunien.

Des milliers d'écoles publiques aux États-Unis, surtout dans les campagnes, n'ouvriront pas cet automne. La cause principale ? La désertion massive de la profession enseignante à cause du niveau très bas des salaires. Il y aura cet automne dans les écoles publiques pas moins de 200,000 instituteurs nouveaux, dont plus de la moitié seront des étrangers à la profession. État de choses alarmant, créé par la situation économique faite aux instituteurs.

D'après une enquête récente, la moyenne des salaires était de \$1,500 par année. Cependant, 10,000 instituteurs et institutrices reçoivent moins de \$300, 66,000 moins de \$600 et 360,000 moins de \$1,200 par année. Est-il étonnant que l'on quitte une profession aussi mal rétribuée quand « à Washington, dans les édifices du gouvernement, des femmes de journée reçoivent \$1,200, et que des élèves de high-schools sans métier gagnent des \$4,000 dans les usines de guerre ?

Voilà un état de choses pitoyable, qui appelle une réforme urgente. On n'en conclut pas cependant que les États-Unis soient un pays ignorant, arriéré, obscurantiste. Qu'on ne soit pas plus sévère pour le Québec ! L'histoire impartiale du dernier siècle montre que le Québec a fait pour l'éducation de ses enfants des sacrifices proportionnellement aussi grands que bien d'autres pays, y compris les États-Unis. Mais, ici comme ailleurs, tout ne se fait pas en un jour. Le problème d'une rétribution plus équitable du personnel enseignant rural demeure chez nous un des points les plus en souffrance. Que ceux qui président aux destinées de l'enseignement chez nous s'emploient énergiquement à corriger une situation injuste pour ce personnel si méritant, domma-geable à notre jeunesse et préjudiciable au bon renom de la province. Mais pourquoi ne parle-t-on que de salaires... ? Une amélioration de salaire ne réglera pas la durée du cours, la sélection des élèves, la coordination de l'enseignement.

A V E C O U S A N S C O M M E N T A I R E S

QUÉBEC RÉAFFIRME SON INDÉPENDANCE EN ÉDUCATION

A M. CHURCHILL qui s'extasiait devant les murs solides de la vénérable citadelle de Québec, un officier canadien-français aurait, dit-on, fait cette remarque : « C'est le signe, Monsieur le premier ministre, que nos ancêtres venus au Canada entendaient bien y rester... » (Erreur historique, fine vérité !)

Bien des délégués de la *Canada and Newfoundland Education Association*, qui tenait à Québec ces jours derniers son vingt et unième congrès, ont peut-être découvert à cette occasion l'ampleur et la solidité de l'édifice éducationnel du vieux Québec : écoles primaires nombreuses et florissantes, écoles normales, écoles techniques et professionnelles, collèges secondaires, universités aux facultés multiples. M. Hector Perrier, secrétaire provincial, au banquet offert aux congressistes avec une hospitalité toute québécoise par le gouvernement de la province, s'est chargé de mettre en lumière pour ses auditeurs les lignes de force de cet édifice et les raisons péremptoires de le conserver intact. M. Victor Doré, surintendant de l'Instruction publique, au cours de sa causerie de portée plus pédagogique, a soutenu les mêmes points de vue. « Nous devons dégager deux principes directeurs dont nous ne voudrions jamais nous départir, a déclaré le secrétaire provincial. Premièrement, Québec réclame l'autonomie complète dans l'enseignement, c'est-à-dire le respect des prérogatives provinciales, non seulement des prérogatives québécoises, mais de celles de toutes les provinces. Québec logera toujours une protestation formelle à toute ingérence du pouvoir central ou plutôt — pour dire toute ma pensée — de la bureaucratie fédérale. Deuxièmement, Québec veut rechercher la solution des problèmes scolaires non dans la centralisation et l'uniformité, mais bien dans une collaboration généreuse et une saine émulation entre les provinces. »

Le secrétaire de la province a bien pris soin de souligner que cette attitude n'excluait aucunement la collaboration sous forme d'ententes. « Ainsi, nous avons collaboré entièrement avec Ottawa en ce qui concerne les plans d'Aide à la Jeunesse : nous n'avons été inférieurs à personne. En collaboration avec la Légion canadienne, nous avons créé des cours pour les soldats, et aucune province ne peut afficher des résultats plus satisfaisants. Vous pouvez être assurés que vos suggestions recevront de la part de la province de Québec la plus attentive considération. »

Cette attitude du Québec est-elle isolationniste, ou obscurantiste, ou réactionnaire ? « Québec ne veut pas vivre en marge de l'évolution sociale, économique ou éducationnelle, a affirmé vigoureusement M. Perrier. Dans la solution des problèmes que ne manquera pas de soulever l'évolution radicale qui suivra la guerre, le rôle de la province de Québec pourra se comparer à celui de n'importe quelle autre province. » Mais Québec prétend évoluer comme il l'entend, selon ses innéités propres, car Québec est différent et entend le demeurer, et « je ne suis pas prêt à admettre que diversité veuille dire infériorité ».

« Nous n'avons pas le même système que les autres provinces, mais nous voulons maintenir cette différence parce que le principe qui est à la base de notre système est celui de la confessionnalité. Nous n'entendons pas le changer, parce qu'il assure la formation morale de nos enfants, et

vous admettez que cela est de primordiale importance. Ce système donne à la majorité franco-catholique un maximum de sécurité, et il assure à notre minorité la plénitude du *fair play* et de ses libertés. Parce qu'il nous assure la paix, nous tenons à le garder.

« Nous croyons, continue le ministre, qu'un pays qui possède les richesses des deux plus grandes cultures au monde a le droit de s'en glorifier. Nous croyons, avec lord Tweedsmuir, que c'est notre devoir particulier, à nous, de maintenir et de faire rayonner, pour le bénéfice de la province de Québec et du pays entier, cette richesse exceptionnelle qu'est la culture française. Nous sommes heureux de partager la richesse et la grandeur de la culture anglaise. Mais nous, qui sommes trente pour cent dans la Confédération, et le groupe le plus homogène, nous croyons que c'est notre devoir spécial de faire bénéficier le pays de cette culture différente. D'être différents, cela ne nous empêche pas d'être excellents sujets canadiens, loyaux à la couronne britannique ; cela ne nous empêche pas d'être aussi canadiens et aussi patriotes que les autres. Et nous ne croyons pas que cela nuise à l'unité nationale. Bien au contraire.

« J'ai lu dans un livre intéressant : *le Cœur de l'Europe, la Suisse*, de Rougemont et Muret, ce qui suit : « C'est la « diversité, reconnue, cultivée et harmonisée, qui a donné « à la Suisse sa stabilité. » Il en est de même chez nous.

« Nous respectons les convictions des autres, comme nous voulons qu'on respecte les nôtres. Ici, dans le Québec, les préjugés de races n'existent pas. Je ne crois pas qu'il y ait un coin du monde où fleurissent autant de libertés religieuses, nationales, éducatives, familiales et individuelles. Nous gardons nos différences, mais nous assumons notre part des sacrifices. Nous sommes aussi profondément Canadiens que qui que ce soit, et nous demandons d'être compris comme nous comprenons les autres. »

Des paroles comme celles-là devraient mettre fin une bonne fois aux appels stupides d'une certaine presse et de ses inspirateurs (voir par exemple le *Standard* du 18 septembre : *Toward Nationhood*) en faveur de... l'uniformité nationale (on devine laquelle !) et de « common standards and aims in education » (on devine lesquels !). Il n'en tient qu'à eux que « la diversité, reconnue, cultivée et harmonisée donne sa stabilité » au Canada comme à la Suisse. Cependant, selon le proverbe cité par M. le surintendant — lorsque la montagne ne veut pas venir à Mahomet, Mahomet devra se rendre à la montagne, — lorsque la province pourra faire connaître aux autres provinces, par la radio et le film, notre système d'éducation, nos institutions, leurs multiples réalisations sur tout le plan éducationnel, alors seulement elle aura fait toute sa part pour se faire accepter.

En un langage digne, clair et irréductiblement ferme, le secrétaire provincial a fait entendre la voix du Québec et réaffirmé ses positions. Loin de diviser les esprits, ses paroles accentuèrent chez les congressistes les efforts de sincère compréhension. Elles avaient énoncé franchement les faits et leurs raisons d'être devant ceux dont un des désavantages est de ne pas nous connaître.

Ce discours marque un jalon de plus dans l'évolution éducationnelle du Québec, et ce jalon n'est planté ni à gauche ni à droite, mais exactement dans la ligne de son histoire.

ENFANTS D'EUROPE SANS PAIN

DANS UN ARTICLE sensationnel publié dans *Collier's Magazine* et reproduit dans *Pour la Victoire*, de New-York, M. Howard Kershner, directeur de l'*American Friends Service Committee* en France, attire une fois de plus l'attention du monde civilisé sur la grande pitié des enfants de l'Europe occupée, qui meurent par dizaines de milliers.

« Je trouvai beaucoup de sympathie à Washington, mais on m'y laissa entendre que le blocus avait été organisé par les Anglais, et qu'il ne nous convenait pas de suggérer une politique différente. Dans les écoles, dans les camps, nous dûmes cesser de donner à manger aux enfants.

« Je ne proposerais pas de nourrir les enfants d'Europe si je pensais qu'en le faisant, nous prolongerions la guerre ; mais je pense que non seulement nous sauverions ces enfants, mais qu'aussi nous donnerions du courage et de la force à nos alliés et à nos amis. La charité serait une bonne stratégie. Elle abrègerait la durée de la guerre ».

M. Kershner explique les méthodes de distribution de son organisation et conclut, en s'appuyant sur des témoignages officiels de Washington, de Londres et de la Croix-Rouge : « On n'arrive pas même à imaginer comment ces produits alimentaires auraient pu être détournés de leur destination. » Tout est pourtant arrêté. « Il ne manque qu'une chose : l'autorisation de Londres et de Washington. »

Kershner finit sur ces paroles suggestives : « Nous sommes en train de gagner la guerre, mais de perdre la paix... Ce n'est pas avec des cimetières, avec des enfants rachitiques et névrosés que nous reconstruirons la démocratie en Europe. »

Beaucoup l'oublent dont les préoccupations d'avenir pour l'Europe sont surtout politiques alors qu'elles devraient être d'abord humanitaires et chrétiennes.

DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE

DANS *Industry and Humanity* (1918), M. King rapporte le témoignage d'un officier britannique, blessé à la bataille de la Somme, qui, avec une rare profondeur de vues, définit le sens de la grande bataille mondiale d'alors :

« Nous devrions reconnaître que le vrai combat, dont « cette guerre n'est qu'un épisode, ne se livre pas seulement « entre notre pays et cet être instable et transitoire qu'est « l'Allemagne moderne, mais entre des prétendants obstinés « et irréconciliables à la direction de l'Âme Humaine, et que « ce qui rend dangereux l'esprit germanique n'est pas qu'il « est étranger, mais bien plutôt qu'il est horriblement con- « forme à la nature même du monde moderne presque tout « entier. Car l'esprit de l'impérialisme allemand n'est que « trop souvent aussi l'esprit de l'industrialisme anglais et « étatsunien, avec son culte de la puissance comme une fin « en elle-même, ses grossiers idéaux matériels, sa subordina- « tion de la personne à la machine, sa vénération pour une « organisation achevée mais qui tue l'âme. Et si nous « croyons que les droits imprescriptibles de la personne hu- « maine, que la préservation et le développement de la « liberté spirituelle valent n'importe quel sacrifice en temps « de guerre, nous devrions également croire qu'ils valent « n'importe quel sacrifice en temps de paix. »

« La ruine du despotisme prussien, commente l'auteur, ne constitue qu'une part de la vaste entreprise qui s'offre aux nations libres de l'univers, s'il leur est possible d'accéder à une liberté digne de ce nom. *L'autocratie industrielle et l'autocratie politique peuvent marcher de pair, mais non pas l'autocratie industrielle avec la démocratie politique.* Cette dernière union est aussi mal assortie que la première est naturelle. » Il reste aux nations qui ont conquis leur liberté politique la tâche de réorganiser leur industrie en conformité avec leur gouvernement. Sujet d'enquête et de réflexions sociales.